

M. Descôteaux mentionne les bénéfices de 45 milliards que laissent circuler les promoteurs de l'exploitation possible de pétrole de schiste à Anticosti. Il est toujours frappant de voir que cette sorte de mention ne cherche jamais à établir le bénéfice *net*. J'ai calculé le coût de nos émissions cumulatives de gaz à effet de serre pour mon livre de 2011, et ce coût montait justement à 45 milliards de dollars en 2009; d'ici 2020, en présument contre toute vraisemblance de réductions de ces émissions selon la cible du gouvernement, notre endettement montera quand même à 90 milliards, cela en suivant une approche développée par le gouvernement fédéral (...) pour un tel calcul. Il s'agit du coût imposé sur l'humanité par nos émissions, pour faire face aux changements climatiques. C'est toujours un coût que l'on remet à plus tard à mettre dans le bilan.

La Chaire en finances publiques de l'Université de Sherbrooke a sorti il y a dix jours une troisième étude sur les énormes défis auxquels nous faisons face en fonction d'un autre bilan incomplet des revenus et des dépenses dans les prochaines décennies. Nulle part dans l'étude les auteurs ne pensent-ils faire le bilan complet, tenant compte des coûts des impacts de nos activités, coûts qui sont pourtant tout à fait réels. Il est raisonnable d'estimer que ces coûts doubleront notre dette en 2020 – une dette parce que personne ne prévoit budgéter pour les inclure dans le bilan.

M. Descôteaux arrive à la fin de son éditorial en notant que d'ici peut-être deux ans « nous aurons une idée de la rentabilité du projet », acceptant d'emblée le bilan grossièrement incomplet fait par les promoteurs. Même si nous ne faisons que remplacer le pétrole importé par l'équivalent exploité ici, nos émissions augmenteraient, et la dette en 2020 (et plus tard) augmenterait aussi, en conséquence. Nous sommes devant la problématique de l'énergie fossile non conventionnelle, plus cher et comportant des émissions plus importantes lors de son exploitation.

M. Descôteaux termine en disant que, devant un tel projet, il faudrait penser à l'environnement, dès maintenant. Le gouvernement Marois y a déjà pensé, et se montre convaincu, comme les signataires du Manifeste mentionné par l'éditorial, que la possibilité de chercher les 45 milliards va se faire en ayant recours aux « meilleures normes environnementales ». Non seulement ces normes, plus ou moins respectées, nous laissent devant les crises actuelles. Elles ne cherchent d'aucune façon à comptabiliser les coûts budgétaires qui sont en cause, dont une bonne partie associée à notre contribution aux changements climatiques vraisemblablement déjà hors de contrôle.

C'est mystifiant, cette incapacité de regarder l'ensemble des coûts.